

# L'e-ID passe la rampe d'un cheveu

**NUMÉRISATION** Il a fallu attendre 16h dimanche pour connaître le résultat de la votation sur l'identité électronique. L'e-ID récolte finalement 50,4% d'avis favorables. Elle devrait être introduite l'année prochaine

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

Le suspense a été total tout l'après-midi de dimanche à Berne. L'identité électronique (e-ID) a divisé la population, alors que les jeux semblaient joués d'avance il y a encore quelques jours. L'e-ID a bénéficié d'un large soutien au parlement en décembre dernier et les récents sondages lui ont toujours été favorables. Tous les grands partis politiques l'ont soutenue, sauf la base de l'UDC. Le référendum lancé par le Parti pirate, Intégrité numérique suisse, le mouvement de Nicolas Rimoldi (Mass-Voll!), les Amis de la Constitution, l'Union démocratique fédérale (UDF) et les Jeunes UDC a fait mouche.

### Stupéfaction et attente

Les premières projections à la mi-journée ont jeté un froid au stamm des partisans: «Pas de tendance claire», annonçait l'institut de sondage gfs.bern. Le score a été finalement bien plus serré que prévu. Au fil des projections, la tension est montée du côté des partisans comme de celui des opposants. Grosse déception pour les premiers, espoir pour les seconds. Le résultat final (50,4% d'avis favorables) montre que la population a été très sensible aux arguments des opposants sur les risques liés à la vie privée: possibilité de profilage, vulnérabilité aux cyberattaques, ou pression implicite et sociale à l'utilisation de l'outil. Les exigences de garanties plus fortes pour les droits fondamentaux ont porté dans tout le pays.

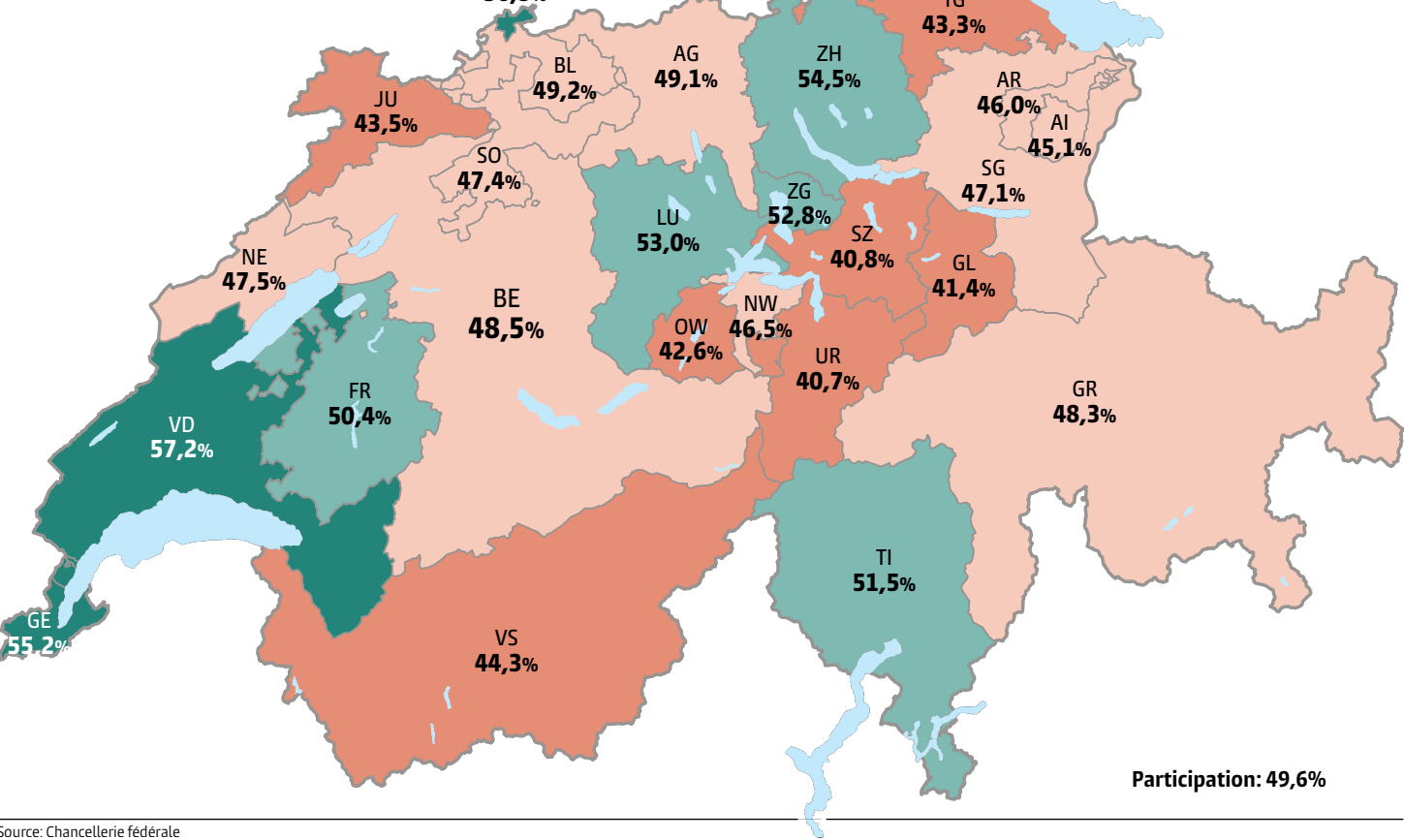
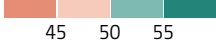
Jonas Sulzer, étudiant en master de cybersécurité à l'EPFL et membre d'Intégrité numérique suisse, le dit clairement: «Nous continuerons à demander plus de protection pour les citoyens. Des garde-fous minimums doivent être garantis au moment de la mise en œuvre de l'infrastructure de confiance de la Confédération.» Avec le tout petit oui glissé dans les urnes par la population, les opposants sortent grands de cette campagne et pourront plus facilement faire valoir leurs arguments.

D'autres menacent déjà d'agir au niveau de la justice. A commencer par Nils Fiechter, président des Jeunes UDC, qui évoque déjà un recomptage des voix «à cause du résultat très serré». Un écart de 21 266 voix qui pousse les opposants à évoquer un recours juridique contre le résultat. Pour rappel, le résultat de la votation sur l'achat des avions de combat en 2020 s'était joué à 8515 voix. Le politicien estime par ailleurs que le financement de Swisscom dans la campagne en faveur de l'e-ID a joué un rôle dans la formation de l'opinion. Ce qui pose problème selon lui. Questionné dimanche, le ministre de

### UN OUI MINIMAL

La loi fédérale sur l'identité électronique et d'autres moyens de preuves électroniques a été acceptée par 8 cantons sur 26. **Moyenne nationale: 50,4%**

#### Pourcentage de oui



Source: Chancellerie fédérale

## Un malaise suisse, et un signal fort pour les autres pays

**FRACTURES** Le résultat très serré concernant la loi sur l'identité électronique rappelle que la numérisation n'est pas vécue par toute la population de la même manière. Un enseignement qui devrait aussi inspirer d'autres pays

GRÉGOIRE BARBEY

La Suisse a dit oui à la loi sur l'identité électronique à une très courte majorité de 50,4%. Un résultat inattendu: partis politiques et milieux économiques étaient acquis au projet et les premiers sondages soulignaient une large adhésion de la population également. En définitive, près d'une personne sur deux ayant exprimé son avis dans les urnes ce 28 septembre s'est opposée à l'introduction de l'e-ID. L'analyse des votes révèle également une fracture entre les centres urbains et les périphéries.

Ce scrutin doit servir d'électrochoc, et pas seulement en Suisse. La tentation de présenter ce petit pays de 9 millions d'habitants comme une anomalie dans une Europe acquise à la numérisation serait une erreur d'appréciation. La Suisse est le seul pays à permettre à ses citoyens d'exprimer leur opinion. Partout ailleurs, de tels projets sont décidés en haut lieu, et déployés sans consultation populaire.

La Suisse n'a rien d'un pays réfractaire au progrès technologique. Ce résultat traduit pourtant un profond malaise. Les tenants de l'e-ID ont fait beaucoup d'efforts pour rassurer la population. Des choix forts ont été effectués pour garantir la protection des données et les autorités se sont engagées à faire de ce sésame numérique un moyen d'identification facultatif. Cela n'a pas suffi à cimenter une adhésion large au projet.

### La Suisse n'a rien d'un pays réfractaire au progrès technologique

Ceux qui ont choisi de s'opposer à l'e-ID ne sont pas forcément nostalgiques du monde d'hier. Les motifs de refus sont multiples. Si, pour certains, la numérisation est synonyme d'opportunités, de simplification administrative et de gains de productivité, pour d'autres, elle s'accompagne d'un sentiment de déclasserement. Il y a une dimension sociale très importante, qui est souvent évacuée des discussions. La numérisation ne se vit pourtant pas de la même manière en fonction de

la catégorie sociale à laquelle on appartient, ni selon son lieu d'habitation.

### De précieux enseignements

Si ce sont clairement les villes qui ont permis de faire pencher la balance en faveur du projet, leur adhésion reste plutôt mesurée. Seules Berne et Zurich ont soutenu l'e-ID en récoltant plus de 65% des voix. Les autres centres urbains se situent plutôt dans une fourchette comprise entre 51% et 60% de oui. Il peut être tentant d'associer la minorité dans les villes qui a exprimé son opposition à une catégorie de votants qui disent non à tout changement par principe. Mais ce serait passer à côté de précieux enseignements.

Pour une partie non négligeable de la population, la création d'une identité électronique ne se résume pas à dupliquer la carte d'identité traditionnelle dans le monde numérique. Sinon, le résultat aurait sans doute été beaucoup plus clair. Les opposants ont projeté dans ce projet des craintes très diverses. Les enjeux de sécurité des données et de protection de la vie privée ont probablement compté, mais ils ne sont pas les seuls. Le vote suisse permet de souligner que la numérisation heureuse n'existe pas. Comprendre les ressorts de ce résultat très serré offrira de précieux enseignements pour réduire cette fracture, qui a montré ici son ampleur. ■

Justice et Police, Beat Jans, ne s'est pas exprimé sur ces aspects juridiques: «Cela sort clairement du champ politique désormais.»

La Confédération a assuré à de multiples reprises que l'e-ID resterait facultative et gérée par l'Etat. De quoi s'identifier en ligne de façon sécurisée pour des démarches administratives, des achats nécessitant une preuve d'identité ou l'authentification auprès des autorités. De quoi aussi simplifier les services publics, réduire la bureaucratie et améliorer la souveraineté numérique suisse. Tout cela sera donc possible. Mais les autorités devront être attentives à bien tenir leurs promesses.

### Projet pas assez défendu?

Les arguments des communes, des cantons et de la Confédération auraient dû être mieux défendus par les autorités, selon Olga Baranova, secrétaire générale de l'association CH++, qui a fait campagne en faveur de l'e-ID: «Le résultat extrêmement serré montre que le numérique doit être négocié de façon beaucoup plus large. Ce débat doit être porté de manière globale dans la population. Les gens ont eu beaucoup de difficultés à comprendre ce sujet. Indépendamment du résultat final, le réveil a sonné. Il est nécessaire que le Conseil fédéral s'engage désormais pour mieux expliquer les enjeux du numérique dans le pays.»

Le PLR s'est dit satisfait du résultat: «L'acceptation de l'e-ID est une chance pour la Suisse. Elle renforcera l'attractivité de la Suisse en matière d'innovation et de recherche.» Même satisfaction du côté des Vert'libéraux, «cependant, le «oui» serré montre clairement le scepticisme important de la population à l'égard de l'e-ID. Nous devons le prendre au sérieux. Il est donc essentiel que les citoyens puissent continuer à choisir» entre identité sous forme physique ou numérique.

«Avec ce oui, les électrices et électeurs ont opté pour une solution publique, sûre, facultative et économe en données, a déclaré le coprésident du PS Suisse, Cédric Wermuth. C'est une victoire pour les droits fondamentaux, le service public et la souveraineté numérique.» Même l'UDC salue le résultat du jour, malgré l'opposition de la base du parti: «Le Conseil fédéral doit à présent tenir ses engagements. A savoir: respecter le caractère volontaire et facultatif de cette mesure.» Ce qu'a promis Beat Jans.

Le conseiller fédéral s'est dit «très tendu tout au long de l'après-midi, à cause du suspense. Ce n'est qu'à 16h que j'ai été soulagé par le résultat, très serré.» Un score qui oblige la Confédération à rester très attentive à la mise en œuvre du projet. ■